

APPEL A COMMUNICATIONS

Les territoires du communisme Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes

Journées d'études
1^{er} – 2 décembre 2009

(Université Paris 1- Sorbonne)

L'objectif de ces journées est de réunir des chercheurs qui s'intéressent à la fois au Parti communiste français (PCF) et à la gestion publique locale. Il s'agit de croiser des angles d'approche souvent dissociés - l'étude des partis politiques et l'analyse des politiques publiques - afin de contribuer à une meilleure connaissance des formes et des enjeux de la compétition politique locale.

Ces journées visent donc à favoriser le rapprochement entre des recherches portant sur l'engagement militant et des études centrées sur la constitution du pouvoir local (municipal, intercommunal, départemental, etc.). L'un des intérêts de cette perspective est de situer l'action militante au sein de l'espace local et d'éclairer son rapport aux institutions publiques. A l'échelon local, les luttes politiques se déroulent sur différentes scènes (municipale, associative, syndicale, partisane, etc.) et c'est dans leur interdépendance que peut se comprendre la constitution du pouvoir municipal. Une telle démarche ancre l'action publique dans les réseaux sociaux et militants : la conception et la mise en oeuvre des politiques publiques locales ne sont pas dissociables des rapports plus ou moins conflictuels qui se nouent entre élus, agents administratifs (fonctionnaires territoriaux, représentants de l'État) et porte-parole des groupes de pression (partis, associations, syndicats). Confronter et discuter des travaux portant sur les militants et les élus communistes devrait nourrir une réflexion conjointe sur les comportements électoraux, les mobilisations militantes et l'action publique locale.

Rassembler des spécialistes du mouvement communiste et des chercheurs travaillant sur le pouvoir municipal et les politiques locales permettra d'établir un état des lieux des connaissances sur le « communisme municipal » et la défiance qu'il a suscitée au sein même de l'appareil politique. Plusieurs travaux récents ont enrichi le champ des études communistes en échappant aux enjeux polémiques qui ont pu caractériser les périodes passées et en mobilisant des fonds documentaires jusqu'alors inaccessibles ou non encore exploités. Ces journées seront l'occasion de discuter les apports et les pistes qui se dégagent des recherches

récentes. À quel renouvellement assiste-t-on depuis les travaux fondateurs des années 1970 et 1980 sur les élus et le communisme local ? Quels sont les apports de l'accès récent aux archives internationales, nationales et locales ? Quels enseignements tirés, sur la période contemporaine, du déclin de l'influence du PCF ? Quels éclairages apportent les métissages disciplinaires propres à la période actuelle ? La démarche est clairement pluridisciplinaire. Elle s'inscrit dans une perspective d'hybridation des sciences sociales du politique autour des problématiques socio-historiques dont il faudra évaluer la pertinence à partir du cas de l'étude du PCF et de ses élus locaux. L'une des motivations de cette rencontre est de mobiliser, mettre en perspective et confronter les recherches sur le « communisme local » pour les intégrer dans une visée plus générale, celle de l'analyse socio-historique de l'action publique locale et du personnel politique.

Quatre axes sont proposés afin de susciter des propositions d'interventions reposant sur des recherches menées sur un mode monographique ou comparatif. Les résultats issus d'enquêtes de terrain portant sur des territoires et des périodes historiques différentes pourront ainsi être croisés et discutés. Le cas français sera au centre des réflexions, mais les contributions relatives à d'autres expériences européennes seront les bienvenues.

AXE 1 : La compétition politique locale : pratiques militantes et campagnes électorales

Appréhender la mobilisation communiste à l'échelon local permet d'éclairer finement les pratiques militantes, de montrer les différentes manières de s'engager pour le PCF, que ce soit dans les structures partisans proprement dites (cellules, sections, fédérations) ou dans les différents réseaux d'influence communiste (associations, syndicats, mairies). La sociabilité militante n'est pas réductible aux réunions du parti, elle s'observe également dans les manifestations festives ou les conflits sociaux. La diversité des lieux d'expression du militantisme communiste n'est pas sans poser de problèmes, car les insertions collectives multiples sont sources de tensions pour le militant. On pense notamment aux incitations à s'engager sur le lieu de travail ou à investir les associations locales pour « aller où sont les masses ». Se pose alors la question de l'encadrement des pratiques militantes locales par les structures nationales et départementales du PCF.

La compétition pour l'accès à des positions de pouvoir local s'insère dans l'espace plus général de la lutte pour la représentation des populations locales. Les réseaux militants peuvent y occuper un rôle central, mais tout ne se joue pas dans le parti. Les légitimités familiales ou syndicales sont parfois plus importantes que l'étiquette partisane proprement

dite. Comment évaluer le rôle des affiliations militantes dans les conflits politiques locaux ? L'intérêt peut se porter ici sur l'implication des militants communistes dans les campagnes électorales (porte-à-porte, tournées électorales, réunions publiques, déroulement du scrutin, proclamation des résultats, etc.). Des évolutions notables sont-elles identifiables ? Contre qui et pour qui ces campagnes sont-elles menées ? Ceci amène à réfléchir à la construction des enjeux dans les luttes municipales et à se poser la question de l'autonomie relative de la scène politique locale. Sur ce plan, des éléments de connaissance sont à attendre d'études décrivant l'insertion des mobilisations locales dans les conflits nationaux ou analysant la traduction au niveau communal des stratégies d'alliance ou de rupture du PCF avec les autres forces politiques.

AXE 2 : Le personnel politique : devenir élu communiste et le rester

Différentes sources orales et documentaires peuvent être mobilisées pour identifier les élus communistes et cerner leur singularité selon les périodes, les régions ou encore le type de mandat. Des études sociographiques sont susceptibles de distinguer plusieurs générations d'élus marquées par des expériences différentes de la gestion publique ou encore d'éclairer les logiques de leurs trajectoires par rapport à celles de militants d'avantage tournés vers la scène partisane ou syndicale. Peut-on également mettre en évidence une spécificité du personnel électif communiste par rapport aux autres élus ? Sachant que le PCF a présenté des candidates à des périodes où celles-ci étaient non seulement inéligibles mais également exclues du corps des électeurs, la question du rôle accordé aux femmes est essentielle. Et le cas communiste appelle également une réflexion sur l'entrée en politique des catégories populaires : en quoi la participation à la gestion publique peut-elle constituer un retournement d'une illégitimité sociale ? Ceci ne doit cependant pas occulter le fait que l'établissement de « municipalités ouvrières » renvoie souvent à une reproduction dans la scène politique d'une domination sociale. La promotion électorale concerne en effet certaines fractions des classes populaires, celles qui peuvent en particulier s'appuyer sur des ressources liées à l'autochtonie.

C'est dans la reconstitution et l'analyse des trajectoires des élus communistes que l'on peut comprendre de quelle manière ils acquièrent des ressources exigibles sur la scène locale. Ce processus de construction d'une éligibilité se déroule dans l'espace local, mais aussi au sein de l'organisation : pour être un élu local, il est souvent nécessaire de s'imposer d'abord comme candidat au sein du parti. Ensuite, être élu communiste implique des exigences à l'égard du parti qui n'ont, semble-t-il, pas d'équivalent dans les autres « grands » partis.

Comment s'exerce le contrôle des représentants du parti sur l'activité électorale ? L'étude des rapports entre les « organisations de masse » liées au PCF et les associations municipales impulsées par les élus sont un moyen d'éclairer cet aspect. Plus largement, la sélection et la formation des élus communistes au sein même de l'appareil militant méritent d'être éclairées. L'encadrement partisan des pratiques des élus est source de conflits, notamment lors du renouvellement et de la transmission des mandats électifs. Et, tout comme les ressources syndicales, les positions électorales facilitent la distanciation à l'égard du parti. De quelle manière une légitimité issue du suffrage peut-elle alors être mobilisée contre la légitimité partisane des cadres du PCF ? Comment, plus largement, se valorisent et se dévalorisent les ressources électorales selon les conjonctures historiques ?

AXE 3 : Politiques locales : se distinguer ou gérer comme les autres ?

Le parti communiste s'est distingué par son ancrage municipal qui a enraciné son magistère et préservé sa représentation parlementaire. Une appréhension, source de tension, a cependant toujours tirailé l'organisation : les bienfaits de l'action locale ne devaient pas détourner le parti de l'idéal révolutionnaire et faire croire que le municipalisme résoudrait les contradictions du capitalisme. Cette ligne de tension entre gestion et engagement a engendré de la défiance à l'égard du processus d'institutionnalisation et de notabilisation des élus. Quels en sont les ressorts ? Quelle est l'ampleur et la périodisation des dissidences municipales ? Comment les élus ont-ils pu assumer les principes qu'ils défendaient (à l'instar de la mise en régie des services publics) tout en privatisant et reconduisant des contrats de concession ? Des alliances locales se sont constituées dès les années 1930 entre communistes, élus de la « réaction » et représentants de l'État. Selon quelles modalités ont-ils négocié ces ententes, y compris avec le clergé local ? Dans des périodes d'urgence sociale (récession des années 1930, Reconstruction, bidonvilles, « crise » des banlieues, etc.), comment les représentants de la puissance publique ont-ils apprécié les actions des élus communistes pour maintenir la cohésion de leur territoire ?

Concernant les sujets du financement de la vie politique et du personnel communal, lors d'alternance, la continuité administrative a-t-elle été préservée ? Les mairies se sont-elles transformées en bases arrière de ressourcement ? Pour mieux comprendre ce qui distingue le communisme municipal, il faudrait cerner l'existence ou non d'éléments singularisant le personnel des mairies communistes, en termes de composition sociale, d'effectif ou encore de syndicalisation. Quels rôles ont joué les syndicats dans les orientations municipales ? Système

de reconnaissance symbolique et de promotion sociale, le clientélisme prend-t-il des formes spécifiques dans les municipalités communistes ? Dans une optique comparatiste, une question semble récurrente : existe-t-il des domaines où la gestion communiste se distinguerait, voire se poserait en modèle, ou au contraire, assisterait-on à une tendance lourde d'uniformisation des politiques publiques ? À ce titre, on peut s'interroger sur l'incidence qu'ont pu avoir certaines évolutions institutionnelles (décentralisation, régionalisation, etc.) sur les pratiques édilitaires. Les élus se sont-ils saisis d'innovations et d'opportunités institutionnelles et fiscales pour conforter leurs actions ? Comment ont-ils fait front à la désindustrialisation, à la paupérisation, à la montée de l'insécurité sociale, etc. ? Comment se sont-ils positionnés face aux recompositions économiques (tertiarisation), démographiques (gentrification) et urbaines (destruction des grands ensembles) ? L'expérience communiste revêtirait-elle les caractéristiques d'un réformisme municipal inavoué ? Et dans un contexte de repli électoral, peut-on parler d'une municipalisation du parti communiste ?

AXE 4 : Désagrégation et recomposition du pouvoir local communiste

Le mouvement de professionnalisation du métier politique transforme profondément les conditions de l'exercice des activités militantes et électives. Comme cette évolution tend à mettre à distance les catégories populaires de la scène politique, elle a pu fragiliser les positions locales du PCF. Mais il faut aussi se poser la question de la contribution de ce parti à cette tendance contemporaine majeure. Plus largement, il serait intéressant d'analyser l'impact des récentes transformations institutionnelles de la scène politique (loi dite « sur la parité », développement de l'intercommunalité, nouvelles règles de financement des partis, etc.) sur le communisme local. Et, concernant la redéfinition des enjeux politiques, on peut s'interroger sur le rôle des communistes dans l'émergence des thématiques liées à la « démocratie participative » ou encore à la lutte contre les « discriminations » et à son corollaire, la valorisation de la « diversité ».

Les études électorales tendent à montrer qu'au-delà du déclin général de la puissance électorale PCF depuis la fin des années 1970, on observe une meilleure résistance de ses positions municipales et cantonales. Approfondir les analyses, sur une base régionale notamment, permettrait de rendre compte des recompositions à l'œuvre, d'identifier les différents types des concurrences électorales que rencontrent les élus communistes ou encore d'éclairer l'importance de l'abstention électorale dans les municipalités communistes. Le déclin électoral n'est qu'un aspect de la démobilisation communiste. Celle-ci prend également

la forme d'un épuisement militant d'une distanciation accrue des populations locales à l'égard des réseaux communistes et de l'émergence de mobilisations concurrentes.

On peut évoquer une véritable désagrégation des territoires communistes, dans le sens où l'on assiste depuis, surtout depuis les années 1970, à un éclatement des systèmes communistes locaux. Différentes fractions du monde communiste (élus, militants, syndicalistes, cadres fédéraux) peuvent s'opposer publiquement, l'identification au parti n'étant plus assez forte pour contenir des oppositions politiques et sociales. Les tensions entre employés communaux de la CGT et élus du PCF sont une expression de cette perte de solidarité militante. La distanciation, voire les oppositions, entre élus et cadres du parti repose sur une valorisation des ressources électives dans un contexte de déclin du PCF. C'est sous cet angle que l'on peut en partie comprendre les différents mouvements de contestation interne qui apparaissent depuis les années 1980 (« rénovateurs », « refondateurs », « reconstruteurs »). On propose donc ici d'éclairer le déclin du PCF sous l'angle des bouleversements de son ancrage local.

Calendrier

1er juin 2009 : date limite d'envoi des propositions de communication aux organisateurs
Les propositions de 4 000 signes maximum (espaces compris) comprendront un titre et présenteront les problématiques développées ainsi que le matériau empirique mobilisé.

15 juin 2009 : sélection des propositions et réponse aux auteurs

10 novembre 2009 : envoi électronique des textes par les auteurs (entre 30 000 et 40 000 signes). Une publication des actes est prévue.

1-2 décembre 2009 : tenue des journées à Paris (Université de Paris 1 – Sorbonne).

Organisateurs :

Emmanuel Bellanger (Centre d'histoire sociale du XX^e siècle, CNRS) : ebellanger@yahoo.fr

Julian Mischi (CESAER, INRA) : mischi@enesad.inra.fr

Comité scientifique

Marie-Hélène Bacqué (Université d'Evry Val d'Essonne)

Jean-Yves Dormagen (Université de Montpellier 1)

Jacques Girault (Université de Paris 13)

Sylvie Fol (Université de Paris 1)

Annie Fourcaut (Université de Paris 1)

Rémi Lefebvre (Université de Reims)

Claude Pannetier (Centre d'histoire sociale du 20^e siècle, CNRS)

Bernard Pudal (Université de Paris X)

Jean-Noël Retière (Université de Nantes)

Yasmine Siblot (Université de Paris 1)

Danielle Tartakowsky (Université de Paris 8)